

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p><b>Direction générale de l'administration</b></p> <p><b>Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales</b></p> <p><b>Bureau des affaires statutaires et réglementaires</b></p> <p><b>Adresse :</b> 78, rue de Varenne 75 349 PARIS CEDEX 07 SP</p> <p><b>Suivi par :</b> Rodolphe JAYET-GENDROT <b>Tél :</b> 01.49.55.40.31. / 43.91 / 43.05. <b>Fax :</b> 01.49.55.83.20. <b>Réf. Interne :</b> <b>Réf. Classement :</b> RJG/Notes de service/ARTT/Temps partiel</p>	<p><b>NOTE DE SERVICE</b></p> <p><b>DGA/SDDPRS/N2001-1303</b></p> <p><b>Date : 23 OCTOBRE 2001</b></p>
--	---	--

**Date de mise en application :** immédiate

**Objet :** Travail à temps partiel et mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les services centraux et déconcentrés

**Bases juridiques :**

- ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relatif à l'exercice de fonctions à temps partiel ;
- loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- décret n°82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 ;
- décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris en application de l'article 7 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- décret n°95-131 du 7 février 1995 relatif au mi-temps de droit pour raisons familiales dans la fonction publique de l'Etat ;
- circulaire FP/7 n°1502 du 22 mars 1995 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et agents de l'Etat

**Résumé :** la présente note de service rappelle les règles relatives au travail à temps partiel et précise les conditions de mise en œuvre de l'ARTT pour les agents concernés en administration centrale, dans les services déconcentrés et au service à compétence nationale (SNM).

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <p>Administration centrale Services déconcentrés</p>	<p>Pour information :</p> <p>Etablissements publics Syndicats</p>

La circulaire DGA/SDDPRS n°2001-1004 du 2 août 2001 relative à la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT) au ministère de l'agriculture et de la pêche précise que les modalités de cette mise en œuvre font l'objet d'une note de service particulière.

La présente note de service expose les modalités du temps partiel en administration centrale, dans les services déconcentrés et au service des nouvelles du marché. Les notes de service relative à l'organisation du travail dans l'enseignement technique agricole et dans l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire préciseront les modalités d'application du temps partiel à leurs cycles de travail.

Les dispositions régissant le temps partiel ne sont pas modifiées par l'ARTT mais il convient d'en préciser les modalités pratiques d'application (I). Par ailleurs, le rappel des règles de fonctionnement du travail à temps partiel sont rappelées ci-après (II). Cette partie a fait l'objet d'une présentation à la section syndicale du comité technique paritaire ministériel les 15 février et 9 mai 2001.

## **I. Quotités de temps partiel et cycles de travail**

### **A. Le choix du cycle de travail dans les services**

Dans les services (DDAF, DRAF, DSV, directions d'administration centrale), la circulaire n°2001-1004 du 2 août 2001 relative à la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail précise que « deux options sont offertes au choix des agents » (chapitre III.1.). Ainsi deux régimes de travail peuvent coexister dans une unité de travail.

Il est donc nécessaire qu'un agent travaillant à temps partiel ou souhaitant demander une autorisation de travail à temps partiel **indique à partir de quel cycle de travail** son activité sera organisée.

L'agent à temps partiel effectue son choix parmi les deux options de cycles de travail proposées au sein de son unité de travail.

### **B. Le changement de quotité de travail à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002**

La réduction de la durée du travail ainsi que les organisations de cycles de travail peuvent conduire des agents à temps partiel à souhaiter modifier leur quotité de travail ou revenir à un travail à plein temps.

Dans ce cadre, il est proposé à chaque agent qui le souhaite de demander une modification de son temps partiel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et cela quelle que soit la date d'échéance de son autorisation de travail à temps partiel.

Cette possibilité est offerte selon la procédure suivante :

- Le mode d'organisation du temps partiel ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un des deux cycles de travail proposés.
- La combinaison du temps partiel et de l'ARTT n'est possible que dans le cadre d'une organisation collective du travail et de la programmation prévisionnelle.
- L'agent doit faire une demande précisant : la nouvelle quotité de travail choisie, la période pour laquelle l'agent souhaite travailler à temps partiel, le mode d'organisation de son activité.
- Le chef de service traite les demandes d'organisation du temps partiel dans le cadre de l'ARTT après avoir pris connaissance de l'ensemble des demandes de modification du temps partiel afin de permettre un traitement égal des agents et en vérifiant la satisfaction des règles de continuité du service public.
- Le chef de service peut refuser la demande de nouvelle organisation du temps partiel dans le cadre de l'ARTT. Il convient dans ce cas de respecter les règles précisées dans la partie « Conditions d'autorisation » au chapitre II de la présente note de service.
- La demande visée par le chef de service doit parvenir à la direction générale de l'administration - sous-direction de la gestion du personnels **avant le 10 décembre 2001**.

### **IMPORTANT**

- Il est possible de conserver sa quotité actuelle de temps partiel dans le cadre de l'ARTT. La présente note de service offre **une faculté** de changement de la quotité de travail. Il ne s'agit en aucun cas d'une obligation.
- Les agents dont l'autorisation de travail à temps partiel arrive à échéance avant le 31 décembre 2001 peuvent :
  - ⇒ soit demander le renouvellement de leur temps partiel jusqu'au 31 décembre 2001 puis demander un changement de quotité de travail à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;
  - ⇒ soit d'anticiper le changement en modifiant leur quotité de travail dès le renouvellement du temps partiel à partir de 2001.

### **C. L'application du temps partiel aux cycles de travail**

A partir de la circulaire DGA/SDDPRS n°2001-1004 du 2 août 2001, les effets du temps partiel sur sept principaux cycles de travail sont présentés ci-dessous. Ces illustrations de l'application du temps partiel aux différents cycles de travail ont été conçues à partir de l'organisation de temps partiel la plus répandue, c'est-à-dire avec une organisation hebdomadaire.

**1. Si le cycle retenu est le cycle « 35 heures par semaine sur 5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h00 pendant 5 jours	5 jours	25 jours	aucun
90%	7h00 pendant 4 jours et 3h30 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	aucun
80%	7h00 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	aucun
70%	7h00 pendant 3 jours et 3h30 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	aucun
60%	7h00 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	aucun
50%	7 heures pendant 2 jours et 3h30 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	aucun

**2. Si le cycle retenu est le cycle « 35 heures 40 par semaine sur 5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h08 pendant 5 jours	5 jours	25 jours	4 jours
90%	7h08 pendant 4 jours et 3h34 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	3,5 jours
80%	7h08 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	3 jours
70%	7h08 pendant 3 jours et 3h34 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	3 jours
60%	7h08 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	2,5 jours
50%	7h08 pendant 2 jours et 3h34 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	2 jours

**3. Si le cycle retenu est le cycle « 36 heures par semaine sur 5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h12 pendant 5 jours	5 jours	25 jours	6 jours
90%	7h12 pendant 4 jours et 3h36 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	5 jours
80%	7h12 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	4,5 jours
70%	7h12 pendant 3 jours et 3h36 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	4 jours
60%	7h12 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	3,5 jours
50%	7h12 pendant 2 jours et 3h36 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	3 jours

**4. Si le cycle retenu est le cycle « 37 heures par semaine sur 5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h24 pendant 5 jours	5 jours	25 jours	12 jours
90%	7h24 pendant 4 jours et 3h42 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	10,5 jours
80%	7h24 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	9,5 jours
70%	7h24 pendant 3 jours et 3h42 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	8,5 jours
60%	7h24 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	7 jours
50%	7h24 pendant 2 jours et 3h42 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	6 jours

**5. Si le cycle retenu est le cycle « 38 heures 30 par semaine sur 5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h42 pendant 5 jours	5 jours	25 jours	20 jours
90%	7h42 pendant 4 jours et 3h51 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	18 jours
80%	7h42 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	16 jours
70%	7h42 pendant 3 jours et 3h51 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	14 jours
60%	7h42 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	12 jours
50%	7h42 pendant 2 jours et 3h51 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	10 jours

**6. Si le cycle retenu est le cycle « 35 heures par semaine sur 4,5 jours »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre de jours de congé annuel	Nombre de jours ARTT
100%	7h48 pendant 4 jours et 3h48 pendant ½ journée	4,5 jours	22,5 jours*	aucun
90%	7h54 pendant 4 jours	4 jours	20 jours*	aucun
80%	8h00 pendant 3 jours et 4h00 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	aucun
70%	7h00 pendant 3 jours et 3h30 pendant ½ journée	3,5 jours	17,5 jours*	aucun
60%	7h00 pendant 3 jours	3 jours	15 jours*	aucun
50%	7h00 pendant 2 jours 3h30 pendant ½ journée	2,5 jours	12,5 jours*	aucun

## **7. Si le cycle retenu est le cycle « bi-hebdomadaire »**

Quotité de travail	Nombre d'heures par jour	Nombre de jours de travail par quinzaine	Nombre de jours de congé annuel
100%	7h48 pendant 9 jours	semaine A : 5 jours de travail semaine B : 4 jours de travail	22,5 jours*
90%	7h54 pendant 8 jours	semaine A : 4 jours de travail semaine B : 4 jours de travail	20 jours*
80%	8h00 pendant 7 jours	semaine A : 4 jours de travail semaine B : 3 jours de travail	17,5 jours*
70%	7h33 pendant 6 jours et 3h42 pendant ½ journée	semaine A : 3,5 jours de travail semaine B : 3 jours de travail	16,5 jours*
60%	7h39 pendant 5 jours et 3h45 pendant ½ journée	semaine A : 3 jours de travail semaine B : 2,5 jours de travail	14 jours*
50%	7h48 pendant 4 jours et 3h48 pendant ½ journée	semaine A : 2,5 jours de travail semaine B : 2 jours de travail	11,5 jours*

Le cycle de travail permet de libérer, au titre de l'ARTT, un jour fixe par quinzaine. Durant les huit semaines (maximum) de la période de haute activité, quatre jours bi-hebdomadaires sont suspendus. Ces quatre jours sont récupérés sous la forme de jours de congé. Les autres jours libérés dans ce cycle le sont par l'application du temps partiel.

*\* Le droit à congé annuel est égal à cinq fois les obligations hebdomadaire de service (article 1<sup>er</sup> du décret n°84-972 du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat).*

## **II. Rappel des règles relatives à l'exercice de l'activité à temps partiel**

La durée du travail des agents à temps partiel est calculée au prorata de la nouvelle durée collective du travail.

Les règles d'organisation du temps de travail des agents à temps partiel ne sont pas modifiées par le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat. Ces règles sont rappelées ci-après. Elles ont été présentées à la section syndicale du CTP ministériel les 15 février et 9 mai 2001.

Les agents à temps partiel qui demanderont à reprendre une activité à temps plein seront soumis à l'organisation collective du service et ne pourront conserver leur organisation du temps de travail précédente.

### **Champ d'application**

les fonctionnaires titulaires,  
les agents non titulaires,  
les stagiaires, à l'exclusion de ceux effectuant leur stage dans une école administrative.

### **Régime**

<b><u>Quotité :</u></b>	<p>Le service à temps partiel peut être accompli à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90%. Le service à temps partiel peut être organisé selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit quotidiennement : le service est réduit chaque jour,</li><li>• soit hebdomadairement : le nombre de jours de travail sur la semaine est réduit ;</li></ul> <p>Ces deux modalités ne peuvent se combiner.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit mensuellement : la répartition ne se rattache pas au cadre strict de la semaine. Cette modalité d'organisation impose, à l'occasion de l'examen des demandes de préciser les conditions d'exercice des fonctions sur le mois.</li></ul> <p>Le calcul de la durée horaire de travail est effectué par référence au cycle de travail du service (cf. RIALTO) pour la semaine et de 152 heures pour le mois.</p> <p>Le durée de la quotité et le mode d'organisation est fixe sur la durée de l'autorisation. Toutefois, à l'initiative de l'agent ou du chef de service, une modification peut intervenir en cours de période, s'il y a accord entre les parties, soit si les nécessités de service, notamment l'obligation de continuité, l'imposent. En cas de litige, l'agent peut saisir la commission administrative paritaire (CAP).</p>
<b><u>Conditions d'autorisation :</u></b>	<p><u>La demande</u></p> <p><b>La demande de temps partiel doit être déposée au moins deux mois avant le début de la période souhaitée.</b> Elle doit mentionner :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la période pour laquelle l'agent souhaite travailler à temps partiel,</li><li>• la quotité choisie,</li><li>• le mode d'organisation de son activité.</li></ul> <p><u>La décision</u></p> <p>L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée par l'autorité ayant le pouvoir de nomination (le ministre de l'agriculture et de la pêche et par délégation le directeur général de l'administration). La demande doit faire l'objet d'un entretien entre l'agent et l'autorité hiérarchique qui doit rechercher les solutions adaptées permettant d'accorder cette autorisation et éventuellement une autre organisation du temps partiel.</p> <p>S'il envisage un refus, le chef de service doit organiser avec l'agent un entretien préalable permettant d'apporter les justifications au refus envisagé mais aussi de rechercher un accord, en examinant notamment des conditions d'exercice du temps partiel différentes de celles portées par la demande initiale.</p> <p>La décision de refus doit être motivée dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs. La motivation doit être claire, précise, et écrite. Elle doit énoncer les considérations de fait et de droit qui constituent le fondement de la décision de refus. La seule invocation des nécessités de service ne saurait suffire.</p>

	L'agent peut saisir la CAP en cas de désaccord. La période pendant laquelle le dossier est examiné par la CAP n'entame pas le délai administratif permettant ensuite de s'adresser aux instances supérieures en cas de refus (recours, gracieux, recours contentieux).
<b><u>Recrutements :</u></b>	Dans chaque département ministériel, il est procédé à la compensation du temps de travail perdu du fait des autorisations d'exercice des fonctions à temps partiel par le recrutement de fonctionnaires titulaires de l'Etat.
<b><u>Personnels exclus du bénéfice du temps partiel :</u></b>	Les comptables sont exclus du bénéfice du travail à temps partiel. (agents comptables).
<b><u>Exercice du service à temps partiel :</u></b>	<p><u>La durée</u> L'autorisation d'exercer un service à temps partiel peut être accordée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour une période comprise entre 6 mois et un an,</li> <li>• pour une durée de deux ou trois ans.</li> </ul> <p>Les autorisations peuvent être renouvelées, après un nouvel examen, pour la même durée ou une durée différente. Le renouvellement ne peut en aucun cas être tacite. Il doit faire l'objet d'une nouvelle demande deux mois avant le début de la nouvelle période.</p> <p><u>La réintégration</u> A l'issue de la période à temps partiel, les fonctionnaires sont admis de plein droit à occuper à temps plein leur emploi ou, à défaut, un autre emploi conforme à leur statut.</p> <p>Le fonctionnaire qui souhaite réintégrer ses fonctions à temps plein avant l'expiration de la période de travail à temps partiel doit présenter sa demande au moins trois mois avant la date souhaitée. Toutefois, la réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale. En cas de litige, l'agent peut saisir la CAP.</p>
<b><u>Avancement :</u></b>	Pour la détermination des droits à avancement, à promotion et à formation, les périodes à temps partiel sont assimilées à des périodes de temps plein.
<b><u>Congés :</u></b>	<p>Les fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel ont droit aux congés auxquels peuvent prétendre les fonctionnaires accomplissant un service à temps plein.</p> <p>La durée des congés annuels des intéressés est égale à cinq fois leur obligation hebdomadaire de service. Ainsi, un agent travaillant à temps partiel a droit à un congé annuel dont la durée est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'il travaille deux jours et demie par semaine : <math>2,5 \times 5 = 12,5</math> jours en ne décomptant que les jours où il aurait dû travailler, sauf s'il s'agit d'un jour férié.</li> <li>• s'il travaille quatre jours par semaine : <math>4 \times 5 = 20</math> jours, le décompte étant le même que ci-dessus.</li> <li>• si l'agent travaille à durée réduite chaque jour, le décompte des congés annuels est le même que celui des agents travaillant à temps plein.</li> </ul> <p>Les jours de fractionnement attribués pour les congés annuels pris pendant la période allant du 31 octobre au 1<sup>er</sup> mai sont attribués dans les mêmes conditions que pour les agents à temps plein.</p>



	Les jours fériés ne sont pas récupérables dans le cas où ils tombent un jour où l'agent ne travaille pas en raison de son temps partiel.
<b><u>Autorisations d'absence :</u></b>	<p>Elles sont accordées dans les mêmes conditions que pour les agents à temps plein.</p> <p>S'agissant des autorisations d'absence pour « enfants malades », le nombre de jours susceptibles d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires d'un agent travaillant à temps plein dans les mêmes conditions, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé : 3 jours pour un agent à mi-temps, 5 jours pour un agent à 80%.</p>
<b><u>Congés de maladie (congé de maladie, CLM, CLD) :</u></b>	Ces congés n'ont aucun effet sur l'autorisation de temps partiel. Ils ne la suspendent ni l'interrompent. La rémunération perçue par l'agent à temps partiel est égale à celle que percevrait dans la même situation un agent à plein temps multipliée par la quotité choisie. Si la période pour laquelle l'agent avait été autorisé à travailler à temps partiel s'achève (au cours du congé de maladie, le renouvellement n'ayant pas été demandé, l'agent recevra la totalité du plein ou du demi-traitement selon les cas.
<b><u>Congé de maternité ou d'adoption :</u></b>	Pendant le congé pour maternité et le congé d'adoption, les mêmes droits sont accordés que si ces périodes avaient été précédées d'un service à temps plein. Les agents sont rétablis dans les droits des fonctionnaires à temps plein. A leur retour de congé les fonctionnaires achèvent la durée de service à temps partiel restant à effectuer.
<b><u>Formation :</u></b>	<p>Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel disposent des mêmes droits en matière de formation que les agents à temps plein.</p> <p>Pendant la durée d'une formation au cours de laquelle est dispensé un enseignement professionnel incompatible avec un service à temps partiel l'autorisation d'accomplir un tel service est suspendue et les intéressés sont rétablis dans les droits des fonctionnaires exerçant leurs fonctions à temps plein.</p> <p><u>Congé de formation professionnelle</u> Les périodes effectuées à temps partiel sont considérées comme du temps plein pour la condition de service effectif nécessaire à l'obtention d'un congé de formation.</p> <p>L'indemnité mensuelle forfaitaire que reçoit le fonctionnaire est égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence qu'il percevait au moment de sa mise en congé.</p> <p>Dès lors, l'agent à temps partiel qui obtient un congé de formation percevra une indemnité égale à 85% de son traitement à temps partiel.</p> <p>A l'issue du congé de formation, l'agent souscrit un engagement de rester au service de l'administration pour une durée égale à trois fois la durée du congé de formation dont il a bénéficié. En cas de reprise des fonctions à temps partiel, cette durée est comptabilisée comme du service à temps plein.</p>

<b><u>Rémunération :</u></b>	<p>La rémunération des agents à temps partiel est calculée au prorata de leurs obligations de service, excepté pour les quotités de 80% (6/7<sup>ème</sup> soit (85,7%) et 90% (32/35<sup>ème</sup> soit 91,4%).</p> <p>Ce mode de calcul s'applique au traitement, à l'indemnité de résidence, à la NBI et aux primes et indemnités de toute nature afférents au grade de l'agent et à l'échelon auquel il est parvenu, soit à l'emploi auquel il a été nommé.</p> <p>Le SFT est calculé dans les conditions habituelles puis fixé au prorata dans les mêmes conditions que le traitement. Cependant le SFT payé aux agents à temps partiel ne peut pas être inférieur au montant minimum prévu pour les agents travaillant à plein temps.</p>														
<b><u>Cumul :</u></b>	<p>Les agents à temps partiel sont exclus de la possibilité d'être autorisés au cumul d'activités. Seule la production d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques est autorisées. Les activités d'enseignement ne sont autorisées que dans le cadre de la formation continue.</p>														
<b><u>Pension :</u></b>	<p>La période pendant laquelle les agents ont été autorisés à accomplir un service à temps partiel est comptée pour la <u>totalité</u> de sa durée pour la constitution des <u>droits à pension</u>.</p> <p>Les services accomplis à temps partiel sont pris en compte au <u>prorata</u> de la durée de service hebdomadaire pour la <u>liquidation de la pension</u>.</p> <p>Exemple : situation de l'agent de l'Etat qui, au moment de son départ en retraite, a travaillé 15,5 ans à temps plein et 22 ans à mi-temps :</p> <table><tr><th>Calcul des périodes</th><th>Constitution</th><th>Liquidation</th></tr><tr><td>Temps plein 100% pendant 15,5 ans</td><td>15,5 ans</td><td>15,5 ans</td></tr><tr><td>Temps partiel 50% pendant 22 ans</td><td>22 ans</td><td>22/2 = 11 ans</td></tr><tr><td>Total pris en compte</td><td>37,5 ans</td><td>26,5 ans</td></tr></table> <p>Ainsi, l'agent ayant atteint l'âge de départ à la retraite avec jouissance immédiate de la pension, la durée de durée de service prise en compte pour la constitution des droits est de 37,5 ans.</p> <p>Par contre, les droits sont ouverts au taux de : <math>26,5 \times 2\% = 53\%</math> (à raison de 2% par année pleine). Si l'agent avait travaillé 37,5 ans à temps plein, le taux de sa pension serait de <math>37,5 \times 2\% = 75\%</math>.</p>			Calcul des périodes	Constitution	Liquidation	Temps plein 100% pendant 15,5 ans	15,5 ans	15,5 ans	Temps partiel 50% pendant 22 ans	22 ans	22/2 = 11 ans	Total pris en compte	37,5 ans	26,5 ans
Calcul des périodes	Constitution	Liquidation													
Temps plein 100% pendant 15,5 ans	15,5 ans	15,5 ans													
Temps partiel 50% pendant 22 ans	22 ans	22/2 = 11 ans													
Total pris en compte	37,5 ans	26,5 ans													

Le Directeur Général de l'Administration

Christian de Lavernée